

Les inégalités culturelles. Qu'en pensent les Français ?

Olivier Donnat

DANS **CULTURE ÉTUDES** 2015/4 (N° 4), PAGES 1 À 24

ÉDITIONS **MINISTÈRE DE LA CULTURE - DEPS**

ISSN 1959-691X

DOI 10.3917/cule.154.0001

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://www.cairn.info/revue-culture-etudes-2015-4-page-1.htm>



CAIRN.INFO
MATIÈRES À RÉFLEXION

Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...

Flashez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



Distribution électronique Cairn.info pour Ministère de la Culture - DEPS.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Les inégalités culturelles. Qu'en pensent les Français ?

Olivier Donnat*

Les Français sont partagés à propos de la réalité des inégalités culturelles dans notre pays : plus de la moitié d'entre eux considèrent qu'elles sont fortes et presque autant estiment qu'elles ont plutôt augmenté au cours des trente dernières années (14 % pensent qu'elles ont fortement augmenté et 34 % pensent qu'elles ont un peu augmenté). Ce jugement, qui peut sembler sévère, est en réalité à l'image de celui que les Français portent sur les autres domaines de la vie sociale : leur regard sur l'importance des inégalités de revenus ou sur les discriminations, sur l'école et sur la société en général n'est, en effet, pas plus clément.

Les Français expriment également un niveau élevé d'attentes en matière de réduction des inégalités culturelles : la très grande majorité d'entre eux partagent l'idée que les pouvoirs publics doivent favoriser l'accès à l'art et à la culture, plus de la moitié (55 %) se prononçant même pour une politique plus ambitieuse dans ce domaine. Cette forte attente à l'égard des pouvoirs publics en matière d'accès à la culture fait écho à celle qui s'exprime également avec force, à l'égard de l'État, sur le terrain économique. Les deux ont d'ailleurs tendance à aller de pair.

Plus portées que les hommes à dénoncer les inégalités culturelles, les femmes sont également plus nombreuses à réclamer un renforcement de la politique de démocratisation, notamment quand elles appartiennent aux milieux favorisés. C'est le cas également des personnes qui se situent à gauche (et plus encore à l'extrême gauche) de l'échiquier politique, de celles ayant subi souvent des discriminations et de celles qui appartiennent aux professions intermédiaires. Les jeunes, en revanche, apparaissent en retrait sur la question de la démocratisation.

* DEPS. Les traitements statistiques ont été réalisés, au DEPS, par Nathalie Berthomier.

Quelles sont les représentations des Français en matière d'inégalités d'accès à la culture ? En fournissant une image des opinions et des représentations des inégalités culturelles à l'échelle de la population française, l'enquête sur les inégalités culturelles¹, dont les premiers résultats sont présentés ici, vient combler un vide. Il n'existe en effet, à ce jour, aucune analyse du regard que les Français posent sur les différences sociales et territoriales mises en évidence par les éditions successives de l'enquête sur les pratiques culturelles : perçoivent-ils les écarts constatés, enquête après enquête, comme de réelles inégalités ou injustices ? Si tel est le cas, que pensent-ils de la légitimité et de l'efficacité des politiques qui entendent les réduire ?

Il s'agit ici de proposer une analyse de la perception des inégalités culturelles en rapportant les jugements exprimés aux propriétés sociales des personnes interrogées, à leur système de valeurs et à leurs expériences dans le domaine culturel. Trois grandes séries d'interrogations ont été privilégiées :

- Quelle est l'ampleur des écarts observés entre les hommes et les femmes, les milieux sociaux ou les générations en matière de perception des inégalités culturelles ?
- Comment les opinions relatives à la culture s'articulent-elles avec celles exprimées à propos de l'école, des inégalités d'ordre économique ou d'autres domaines de la vie sociale ? Comment libéralisme culturel et libéralisme économique s'articulent-ils : le fait d'afficher une position libérale sur le plan économique ou de faire preuve de tolérance sur celui des mœurs est-il en lien avec l'appréciation portée sur le rôle des pouvoirs publics en matière d'accès à l'art et à la culture ?
- Enfin, dans quelle mesure les opinions relatives aux inégalités culturelles sont-elles, au moins pour partie, le fruit des expériences et représentations propres au domaine culturel ? Comment le niveau d'engagement présent et passé dans la vie culturelle influence-t-il le regard qu'on porte sur celle-ci ?

Perception des inégalités culturelles

La perception des inégalités culturelles est abordée de plusieurs manières dans l'enquête : les personnes interrogées sont d'abord invitées à se prononcer sur le caractère plus ou moins élitaire de la fréquentation des théâtres et des musées et peuvent, en réponse à une question portant sur les deux formes d'inégalités les plus injustes dans notre société, choisir les inégalités d'accès à la culture et aux loisirs ; puis dans le cadre d'une partie spécifiquement consacrée à la culture, elles sont amenées à porter une appréciation générale sur leur importance actuelle et sur leur évolution au cours des trente dernières années.

Un jugement sévère sur les inégalités culturelles

L'opinion selon laquelle l'accès à la culture est et demeure inégalitaire dans notre société est partagée par une majorité de Français (tableau 1) : 53 % d'entre eux considèrent que les inégalités dans ce domaine sont aujourd'hui très ou assez fortes, et ils sont presque aussi nombreux à juger qu'elles ont plutôt augmenté au cours des trente dernières années (14 % pensent qu'elles ont fortement augmenté et 34 % un peu). Pour autant, les Français apparaissent partagés aussi bien sur l'ampleur actuelle des inégalités culturelles que sur le sens de leur évolution : 33 % considèrent qu'elles sont fortes et ont plutôt augmenté tandis que 28 % pensent le contraire, 18 % considèrent qu'elles restent assez fortes même si elles ont légèrement diminué et 14 % qu'elles ne

1. L'enquête est présentée page 20.

Tableau 1 – Perception des inégalités culturelles

Sur 100 personnes âgées de 18 ans et plus

Les inégalités d'accès à la culture sont...		Au cours des trente dernières années, les inégalités d'accès à la culture ont...		Aujourd'hui encore, la fréquentation des musées ou des théâtres est réservée à une élite	
Très fortes	7	Fortement augmenté	14	Tout à fait d'accord	8
Assez fortes	46	Un peu augmenté	34	Plutôt d'accord	25
Pas très fortes	40	Un peu diminué	36	Plutôt pas d'accord	32
Pas fortes du tout	4	Fortement diminué	11	Pas d'accord du tout	34
NSP	2	NSP	5	NSP	1

Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

sont pas très fortes même si elles ont légèrement augmenté au cours des dernières décennies.

Cette appréciation générale, qui peut apparaître sévère à première vue, doit être analysée à la lumière des trois remarques suivantes.

Tout d'abord, si une majorité de Français s'accordent sur le caractère inégalitaire de l'accès à la culture, très peu d'entre eux considèrent qu'il s'agit d'une injustice majeure : 6 % seulement d'entre eux citent l'accès à la culture et aux loisirs parmi les deux inégalités les plus injustes dans notre société (2 % la placent en première position et 4 % en seconde), très loin derrière les inégalités d'accès à l'emploi (52 %), de revenu (47 %), d'accès au logement (42 %) et d'accès aux soins médicaux (28 %). Une telle hiérarchie n'a rien de surprenant, compte tenu des difficultés économiques et sociales que connaît la société française. Toutefois, le fait que la grande majorité des Français ne pensent pas les inégalités culturelles en termes d'injustices n'est-il pas aussi le signe qu'elles relèvent plutôt, pour une grande partie d'entre eux, de ce que François Dubet nomme des « inégalités justes² » ? En effet, lorsqu'ils sont interrogés sur l'origine des inégalités culturelles, les Français paraissent très partagés : la moitié d'entre eux environ considèrent que l'appétence pour l'art est plutôt une question de sensibilité ou de caractère tandis que l'autre moitié considère qu'il s'agit plutôt d'une question d'éducation³.

En outre, les Français se montrent moins critiques quand ils doivent répondre à une question plus précise ou plus concrète. Ainsi, un tiers seulement d'entre eux partagent l'opinion selon laquelle la fréquentation des théâtres et des musées demeure réservée à une élite, tandis qu'un autre tiers se déclare plutôt en désaccord avec cette affirmation et que le dernier tiers ne la partage pas du tout. Leur représentation des publics de la culture⁴ s'accorde en général avec l'appréciation globale qu'ils portent sur les inégalités culturelles : les Français sont en effet deux fois plus nombreux à juger les publics élitaires quand ils considèrent que les inégalités sont fortes (44 % contre 22 % lorsqu'ils ne les jugent pas très fortes ou pas fortes du tout). Toutefois, les réponses à l'une et à l'autre de ces questions ne se recoupent que pour un peu plus de la moitié des Français : si près d'un quart (23 %) d'entre eux pensent à la fois que les inégalités culturelles sont fortes et que la fréquentation des théâtres et des musées

2. François DUBET, *Injustices. L'expérience des inégalités au travail*, Paris, Le Seuil, 2006.

3. Les personnes interrogées devaient préciser à l'aide d'une échelle de 1 à 10 si le fait de s'intéresser à l'art était à leurs yeux plutôt une question de sensibilité et de caractère ou bien d'éducation (la note 1 correspond à la réponse « uniquement de sensibilité et de caractère » et la note 10 à « uniquement d'éducation »). La moyenne des réponses se situe à 5,7 (médiane à 6).

4. Par souci de simplification, nous utiliserons parfois cette expression dans la suite du texte alors que la question posée ne concernait que la fréquentation des théâtres et des musées.

est élitare, près d'un tiers (34 %) pense le contraire, tandis que 30 % partagent la première opinion sans adhérer à la seconde et que 10 % font l'inverse.

Enfin, il faut souligner que la culture ne fait pas exception par rapport aux autres domaines de la vie sociale : l'appréciation que les Français portent sur l'importance des inégalités de revenu ou des discriminations, sur l'école ou sur la société en général n'est pas plus clémente.

Un jugement sévère, à l'image de celui porté sur la société en général

D'une façon générale, les Français ont le sentiment de vivre dans une société à la fois profondément inégalitaire et discriminatoire. Plusieurs résultats de l'enquête en témoignent. Ainsi, les deux tiers des Français considèrent que notre société est injuste : 14 % la jugent très injuste et 52 % assez injuste. Une très grande majorité d'entre eux jugent les inégalités de revenus fortes sinon très fortes et les discriminations fréquentes⁵. Si leurs réponses à propos de l'école sont plus partagées, il n'en reste pas moins que près de la moitié d'entre eux (48 %) considèrent qu'elle ne parvient pas à donner les mêmes chances de réussite à chacun. Enfin, plus des deux tiers d'entre eux se déclarent pessimistes sur l'avenir de la société (18 % sont très pessimistes et 51 % assez pessimistes⁶).

Cette représentation globalement négative de la société française se reflète dans les réponses relatives à la culture et influence certainement les jugements défavorables. En effet, plus la société est considérée comme inégalitaire ou discriminatoire, plus le jugement porté sur les conditions d'accès à la culture est sévère. Ainsi, les Français qui dénoncent avec le plus de force les inégalités de revenus sont aussi les plus nombreux à penser que les inégalités d'accès à la culture sont fortes ou que la fréquentation des musées et théâtres est élitare (graphique 1). De même, ces deux opinions sont d'autant plus partagées que la capacité de l'école à assurer l'égalité des chances est contestée.

Les opinions relatives à la culture sont corrélées à celles exprimées sur les autres thèmes de l'enquête. Cela est particulièrement vrai quand l'intérêt déclaré pour la question des inégalités est élevé : le quart de Français (24 %) qui déclarent lui accorder beaucoup d'intérêt ont tendance à porter un regard sévère aussi bien sur les inégalités de revenu ou sur l'éducation que sur les inégalités culturelles : 60 % les jugent fortes et 40 % considèrent la fréquentation des musées et des théâtres élitare.

Il apparaît donc que la sensibilité aux inégalités culturelles s'inscrit dans une vision critique de la société française et traduit un intérêt marqué pour les questions de justice sociale. Cela conduit à penser que la sévérité du jugement porté sur les conditions d'accès à l'art et à la culture est plus le reflet de la représentation globalement négative que les Français ont de la société dans laquelle ils vivent que l'expression de la dénonciation d'inégalités ou d'injustices qui seraient propres à la culture.

Des variations plutôt faibles selon le profil des personnes

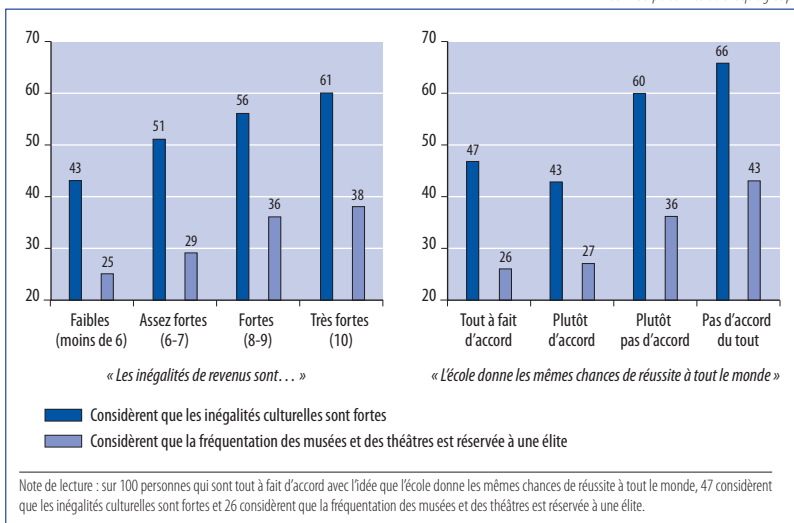
Si les Français sont partagés à propos de l'ampleur des inégalités culturelles ou du caractère plus ou moins élitare des publics de la culture, les lignes de fracture sont difficilement lisibles à partir des critères sociodémographiques usuels. Dans la

5. Les personnes interrogées étaient invitées à déterminer, sur une échelle de 1 à 10, l'importance d'une part des inégalités de revenus et d'autre part des discriminations. Dans le premier cas, la moyenne des notes est de 7,6 et dans le second de 7,5 – dans les deux cas, la médiane se situe à 8.

6. Il faut noter toutefois que la part des personnes pessimistes est nettement moins élevée quand la question porte sur leur avenir personnel. Dans ce cas, seuls un quart des Français se déclarent assez pessimistes et 6 % très pessimistes.

Graphique 1 – Perception des inégalités culturelles selon la représentation de la société française

Sur 100 personnes de chaque groupe



Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

plupart des cas, l'ampleur des variations intercatégorielles est nettement inférieure à celle observée au plan des pratiques culturelles, ce qui confirme un constat récurrent des enquêtes sur les valeurs et les représentations⁷ : la moitié environ des personnes interrogées, quels que soient leur sexe, leur âge, leur niveau de diplôme ou de revenu ou leur milieu social d'appartenance, considèrent que ces inégalités sont fortes et un tiers environ d'entre eux partagent l'idée que l'accès aux théâtres et musées demeure réservé à une élite (graphique 2).

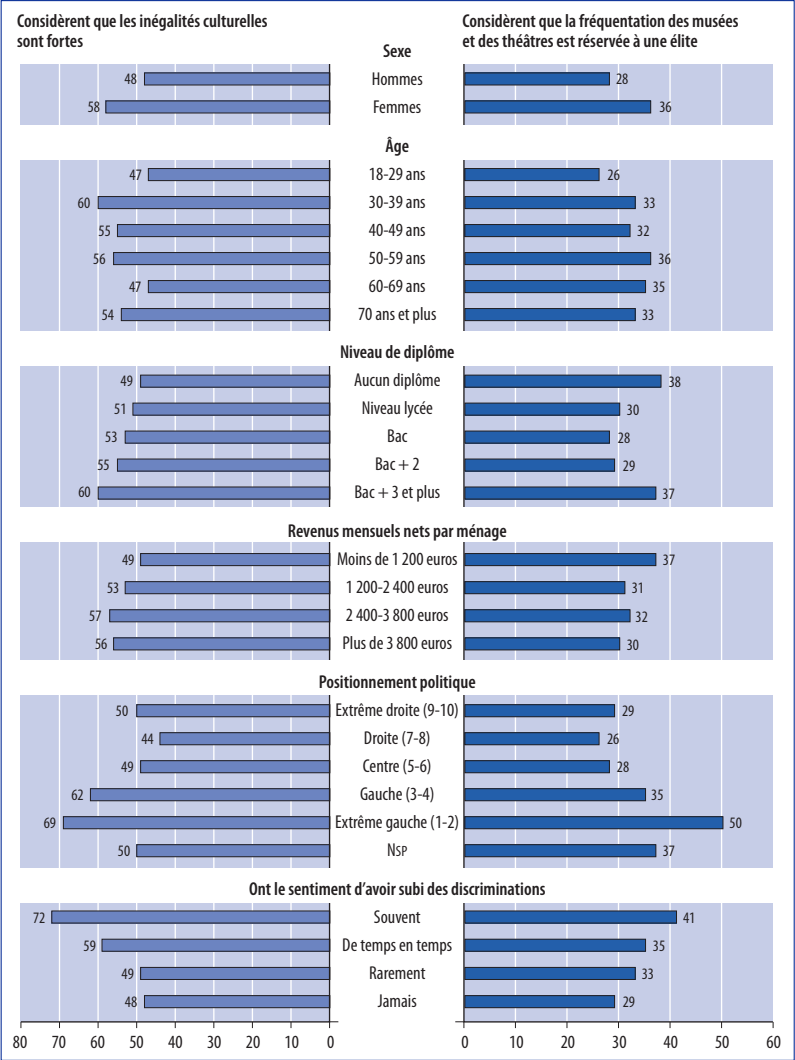
Les raisons du caractère relativement peu discriminant des appartenances objectives sont à rechercher en priorité du côté des transformations économiques et sociales qui ont accentué les différenciations de parcours personnels, notamment dans les catégories de population les plus exposées au chômage et à la précarité, entraînant une augmentation des inégalités intracatégorielles⁸. L'effet de brouillage produit par les mutations structurelles que la société française a connues ces dernières décennies est double : à la diversification des formes objectives d'inégalités qui rend plus difficiles leur identification et l'appréciation de leur importance, correspond en effet l'hétérogénéité croissante des collectifs qui servent à penser la société, à commencer bien entendu par les catégories socioprofessionnelles.

À ces explications d'ordre général, s'ajoute la polysémie des termes « culture » et « culturel » qui rend plus subjectif l'exercice d'évaluation des inégalités, dans la mesure où il est difficile de s'appuyer sur des indicateurs objectifs dans le domaine culturel, comme il est possible de le faire par exemple quand il s'agit d'apprécier les inégalités de revenus. Dans le cas des inégalités culturelles, l'opinion exprimée dépend pour

7. Voir notamment la conclusion de l'ouvrage de Michel FORSÉ et Olivier GALLAND (sous la dir. de), *les Français face aux inégalités culturelles et à la justice sociale*, Paris, Armand Colin, 2011.

8. « Aux inégalités traditionnelles entre les catégories se sont en effet superposées les inégalités intracatégorielles, celles qui résultent de la dispersion des situations internes à un groupe donné », Pierre ROSANVALLON, *la Société des égaux*, Paris, Le Seuil, 2011, p. 18.

Graphique 2 – Perception des inégalités culturelles selon le profil des personnes
Sur 100 personnes de chaque groupe



Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

partie des représentations de la culture des personnes interrogées. Comment, en effet, dénoncer le caractère inégalitaire ou élitaire de l'accès à la culture quand on adhère au principe de l'égale dignité de toutes les formes d'expression culturelle et qu'on défend une acception largement ouverte de la culture ? Or l'hypothèse d'une augmentation des variations intracatégorielles apparaît ici aussi très vraisemblable, compte tenu de l'éclatement relatif des normes de la légitimité culturelle et de la diversification croissante des représentations de la culture. À l'heure de l'individualisme de masse et de la mondialisation, qui, en effet, peut contester, que celles-ci sont plus variées, plus mobiles et plus dépendantes des contextes que jamais ?

Un premier constat s'impose : les opinions relatives aux inégalités culturelles sont moins liées aux appartenances objectives, notamment celles qui rendent compte de la position sociale et de l'âge qui, on le sait, jouent souvent un rôle déterminant en matière de comportements et de goûts culturels⁹, qu'au système de valeurs qui sous-tend le positionnement politique et aux expériences vécues en matière de discriminations.

Une question de valeurs et de parcours personnels

Un raisonnement de type « toutes choses étant égales par ailleurs¹⁰ » confirme ce que suggère le graphique 2 : la propension à dénoncer le caractère inégal ou élitaire des conditions d'accès à la culture est corrélée en premier lieu au positionnement politique et aux expériences vécues en matière de discriminations, puis, dans une moindre mesure, au sexe.

La dénonciation des inégalités constitue traditionnellement un marqueur fort d'un positionnement politique à gauche et surtout à l'extrême gauche. Les résultats de l'enquête le confirment sur l'ensemble des thèmes abordés, et la culture ne fait pas exception : parmi les personnes se situant à l'extrême gauche (8 % des Français), près de sept sur dix considèrent que les inégalités culturelles sont fortes et la moitié juge les publics de la culture élitaires (graphique 2) ; les personnes déclarant une position de gauche moins radicale ne sont pas loin de partager leur avis sur le premier point (62 %) mais se montrent en revanche moins sévères sur le second (35 %). Deux autres résultats méritent d'être soulignés à propos du positionnement politique : d'une part, les personnes proches de la droite de gouvernement (positions 7 et 8 sur l'échelle) sont celles qui apparaissent les moins sensibles au caractère inégal ou élitaire des conditions d'accès à la culture (les personnes qui se situent plus à droite ont dans l'ensemble un jugement plus sévère) ; d'autre part, les personnes refusant de se situer sur une échelle gauche/droite sont plus nombreuses que la moyenne à penser que la fréquentation des théâtres et des musées reste réservée à une élite (37 %).

Le regard posé sur les conditions d'accès à la culture dépend donc en premier lieu du système de valeurs qui s'exprime à travers le positionnement politique : une sensibilité forte aux questions de justice sociale et une représentation globalement critique de la société contribuent à rendre les jugements plus sévères, surtout quand elles s'enracinent dans des expériences vécues en termes de discrimination ou de stigmatisation.

La propension à dénoncer le caractère inégalitaire ou élitaire des conditions d'accès à la culture augmente en effet avec le sentiment d'avoir précédemment été victime de discriminations : près des trois quarts des personnes ayant souvent éprouvé un tel sentiment jugent les inégalités culturelles fortes et plus de quatre sur dix (41 %) considèrent que l'accès aux théâtres et aux musées demeure élitaire.

Le fait d'avoir personnellement subi des discriminations, s'il est très largement indépendant du positionnement politique¹¹, est en revanche assez souvent associé à

9. Olivier DONNAT, *Pratiques culturelles 1973-2008. Dynamiques générationnelles et pesanteurs sociales*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, DEPS, coll. « Culture études », 2011-7, 2011.

10. L'analyse qui suit s'appuie sur les résultats de deux modèles de régression logistique (logit) portant sur la probabilité de juger les inégalités (très ou assez) fortes et sur celle d'être tout à fait d'accord ou assez d'accord avec l'affirmation « aujourd'hui encore, la fréquentation des musées et des théâtres est réservée à une élite ». Après une première exploration des données, les facteurs suivants ont été retenus dans les modèles : le sexe, l'âge, le niveau de revenu, le niveau de diplôme, le positionnement politique, le sentiment d'appartenance de classe, les expériences vécues de discriminations, l'éloignement des services publics.

11. Les personnes ayant souvent fait l'expérience de discriminations se situent un peu plus que les autres aux extrémités de l'échelle politique, que ce soit à l'extrême droite ou à l'extrême gauche.

ce qui peut s'apparenter à un sentiment d'indignité culturelle. En effet, les personnes ayant souvent eu l'impression de « manquer de culture » à l'école sont presque deux fois plus nombreuses que celles n'ayant jamais fait cette expérience à déclarer avoir été victimes, au moins de temps en temps, de discriminations (42 % contre 25 %), et sont, de ce fait, également plus portées à considérer que la fréquentation des musées et théâtres demeure réservée à une élite (38 % contre 28 %) et que les inégalités culturelles sont fortes (57 % contre 50 %)¹².

Les opinions relatives à l'art et la culture semblent en revanche avoir un faible impact sur la perception des inégalités culturelles. Ainsi, par exemple, les personnes qui considèrent qu'une bonne culture générale est indispensable pour réussir dans la vie et celles qui pensent le contraire ont une perception sensiblement équivalente de l'art et de la culture. Tout au plus peut-on noter que les Français ont tendance à faire preuve d'une plus grande sévérité lorsqu'ils portent un jugement positif sur l'apport des immigrés à la culture de la France ou sont convaincus que l'intérêt pour l'art et la culture est plutôt une question d'éducation : ils sont 59 % à juger, dans ce cas, les inégalités fortes, contre 43 % des personnes ayant la conviction que l'intérêt pour l'art et la culture relève plutôt d'une question de tempérament ou de sensibilité¹³.

Les femmes plus sensibles aux inégalités...

Si les appartenances objectives ont dans l'ensemble une influence limitée sur les opinions exprimées, plusieurs tendances se dégagent néanmoins à la lecture du graphique 2 (page 6).

Tout d'abord, les femmes portent un regard plus sévère que les hommes sur les inégalités culturelles : elles sont près de six sur dix (58 %) à les juger fortes contre 48 % de leurs homologues masculins, et 36 % considèrent que la fréquentation des musées et des théâtres demeure réservée à une élite contre 28 % des hommes.

Ensuite, la jeune génération apparaît dans l'ensemble en retrait par rapport à ses aînés : 47 % des 18-29 ans jugent les inégalités culturelles fortes contre 60 % des 30-39 ans, et un quart seulement (26 %) des 18-29 ans considèrent que la fréquentation des musées et des théâtres demeure réservée à une élite alors que plus d'un tiers (36 %) des 50-59 ans partagent cette opinion. Faut-il interpréter ces résultats comme le reflet du moindre intérêt que les jeunes d'aujourd'hui manifestent en général pour la question des inégalités – ils sont un sur huit à déclarer s'y intéresser beaucoup contre un trentenaire sur quatre et 29 % des cinquantenaires – ou considérer plutôt que cette génération, qui a pu bénéficier dès son enfance des opportunités offertes par les sorties scolaires d'une part et le numérique d'autre part, a moins de raisons objectives de dénoncer les inégalités en matière d'accès à la culture ?

Enfin, les personnes les plus diplômées et, dans une moindre mesure, celles dont les revenus sont les plus élevés, font partie de celles qui portent le regard le plus sévère sur les conditions d'accès à la culture : six personnes sur dix titulaires d'un diplôme de niveau équivalent ou supérieur à bac + 3 jugent les inégalités culturelles fortes et 9 % d'entre elles les citent même parmi les injustices majeures de notre société, soit trois fois plus que les personnes non diplômées. Le fait que leur intérêt pour la question des inégalités soit supérieur à celui des autres Français¹⁴, comme

12. Les proportions sont comparables pour les trois autres circonstances de la vie sociale évoquées dans le questionnaire à propos du sentiment de « manquer de culture » (« en famille », « au travail » et « pendant vos loisirs ou avec vos amis »).

13. Les résultats relatifs au caractère élitaire de la fréquentation des musées et des théâtres vont dans le même sens (39 % contre 32 %).

14. 35 % des diplômés de niveau équivalent et supérieur à bac + 3 déclarent s'intéresser beaucoup à la question des inégalités, contre 25 % des bacheliers et 18 % des personnes sans diplôme.

l'est d'ailleurs celui qu'elles manifestent plus généralement pour l'information ou la vie politique, suffit-il à comprendre ce résultat ou celui-ci s'explique-t-il plutôt par le fait qu'elles sont moins touchées par les autres formes d'injustices ? Ou encore, faut-il y voir un effet de leur participation plus active à la vie culturelle qui les doterait d'une meilleure connaissance de la réalité sociologique des publics de la culture ?

Un résultat mérite toutefois d'être souligné en contrepoint : les personnes non diplômées, de même que celles dont les revenus sont les plus faibles, si elles ont une appréciation générale sur les inégalités culturelles relativement clémente, se montrent nettement plus critiques quand il s'agit de juger du caractère élitare des publics de la culture.

... en particulier dans les milieux favorisés

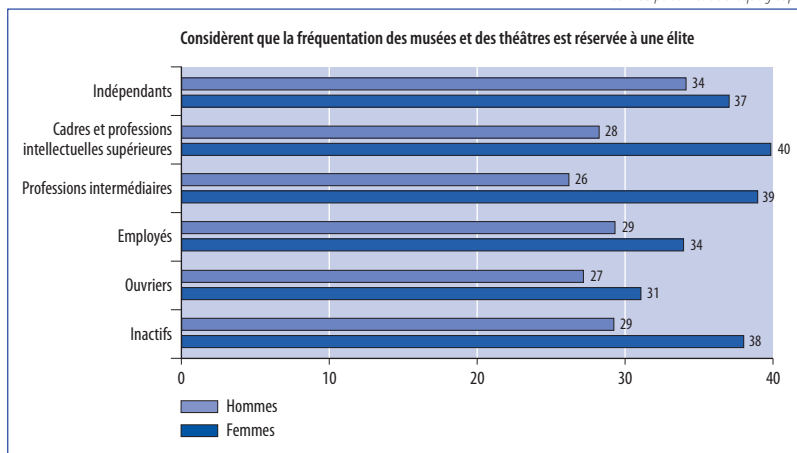
Revenons à la sensibilité plus forte des femmes aux inégalités. Elle n'est pas propre au domaine culturel¹⁵ et participe d'un intérêt déclaré pour les questions de justice sociale légèrement supérieur à celui des hommes (76 % des femmes déclarent s'intéresser à la question des inégalités contre 72 % des hommes).

Concernant les conditions d'accès à la culture, l'appréciation des femmes est plus sévère quels que soient l'âge et le milieu social, mais les écarts par rapport à leurs homologues masculins sont plus marqués parmi la population des cadres et des professions intermédiaires (graphique 3).

Le fait que les femmes appartenant à la catégorie socioprofessionnelle des cadres et professions intellectuelles supérieures sont proportionnellement les plus nombreuses à considérer que la fréquentation des musées et des théâtres demeure réservée à une élite fait écho à l'importance qu'elles déclarent accorder en général à la question des inégalités : 42 % d'entre elles, en effet, disent s'y intéresser beaucoup, ce qui les situe nettement au-dessus de leurs homologues masculins (30 %) mais aussi des hommes et des femmes des autres milieux sociaux.

Graphique 3 – Perception des inégalités culturelles selon le sexe et le milieu social

Sur 100 personnes de chaque groupe

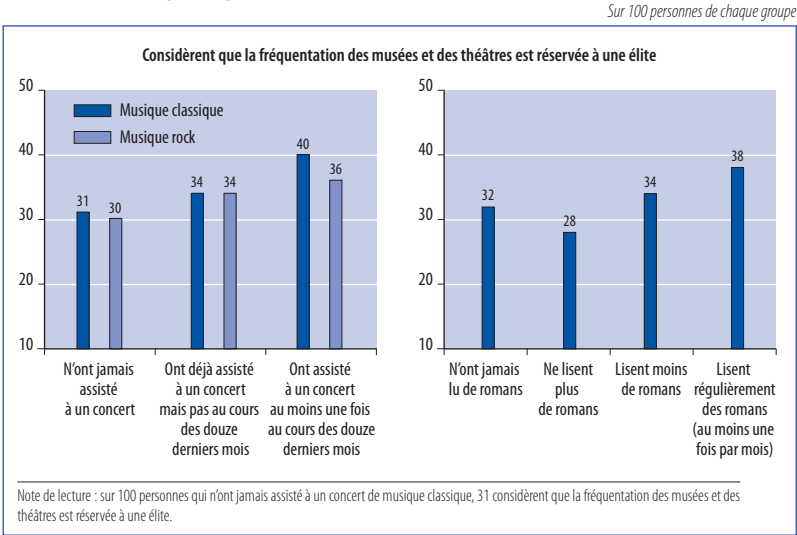


Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

15. Les femmes sont en effet un peu plus nombreuses que les hommes à trouver la société injuste ou à juger que l'école n'est pas à la hauteur de ses principes méritocratiques (50 % contre 47 %) mais ont en revanche une appréciation guère différente des inégalités de revenus.

Par ailleurs, le contenu souvent plus culturel de leur formation et des professions qu’elles exercent, le rôle déterminant qu’elles jouent en matière de transmission culturelle dans le cadre familial ainsi que leur niveau plus élevé de participation culturelle¹⁶ peuvent également expliquer une partie des différences de genre constatées, notamment dans les milieux favorisés. En effet, le fait de pratiquer (ou d’avoir pratiqué) une activité culturelle contribue à rendre un peu plus sévère le regard porté sur les inégalités culturelles (graphique 4). La proportion de personnes jugeant le public des théâtres et musées élitaire est ainsi sensiblement plus importante chez les lecteurs réguliers de romans que chez les non-lecteurs, comme elle est plus importante parmi les spectateurs de concerts que parmi les personnes qui ne les fréquentent jamais : ainsi, 40 % du public des concerts de musique classique partagent cette opinion contre 31 % de ceux n’y ayant jamais assisté.

Graphique 4 – Perception des inégalités culturelles selon le niveau de participation culturelle



Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

Une appréciation de l’évolution des inégalités socialement différenciée

Être une femme, avoir soi-même fait l’objet de discriminations, être de gauche ou encore faire partie des publics assidus de la culture, les principaux facteurs qui viennent d’être évoqués favorisent un regard globalement critique sur les conditions d’accès à la culture, contribuant à rendre plus sévères à la fois l’appréciation portée sur l’état des inégalités culturelles et celle relative au caractère élitaire des publics de la culture. Toutefois, certains facteurs influent plus que d’autres sur l’une ou l’autre de ces appréciations : ainsi par exemple, les personnes disposant de faibles ressources ou celles qui refusent de se situer sur l’échelle politique gauche/droite sont dans l’ensemble plus sévères sur le caractère élitaire des publics de la culture, tandis que de leur côté, les personnes se revendiquant de la gauche de gouvernement jugent plus sévèrement les inégalités culturelles.

16. Sur ces différents points, voir Sylvie OCTOBRE (sous la dir. de), *Questions de genre, questions de culture*, Paris, Ministère de la Culture et de la Communication, DEPS, 2014.

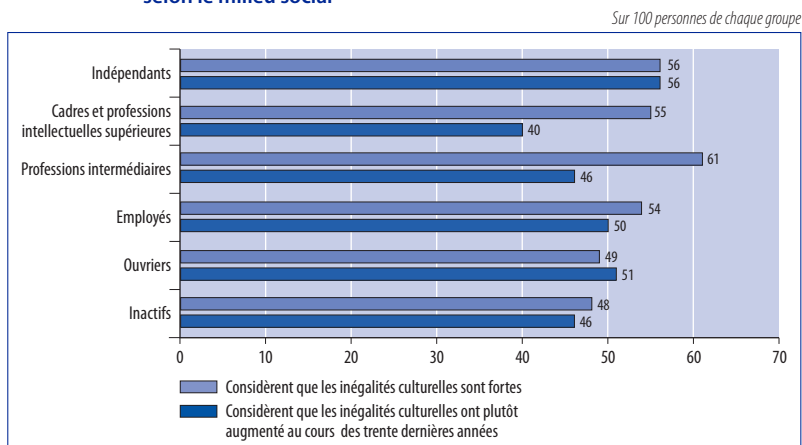
Par ailleurs, d'autres facteurs ont une influence sur la représentation des publics de la culture sans en avoir sur l'appréciation générale des inégalités culturelles. Il en va ainsi, par exemple, de l'éloignement des services publics : quatre Français sur dix considèrent que la fréquentation des théâtres et des musées reste réservée à une élite quand leur lieu d'habitation est éloigné des services publics alors qu'ils ne sont que trois sur dix à partager cette opinion quand ils en sont proches. De même pour l'état de santé des personnes interrogées : 44 % des personnes dont l'état de santé est mauvais jugent les publics de la culture élitaires contre 30 % de ceux qui s'estiment en bonne santé, alors que ce critère, comme celui de l'éloignement des services publics, a très peu d'impact sur l'appréciation générale des inégalités culturelles.

Quant à l'appréciation de l'évolution des inégalités culturelles au cours des trente dernières années, elle est dans l'ensemble corrélée à celle portant sur l'importance actuelle de ces mêmes inégalités : les personnes qui les jugent en augmentation estiment en général qu'elles sont fortes, tandis que la majorité de celles qui les jugent orientées à la baisse s'accorde pour ne pas les trouver très fortes. Toutefois, une partie des personnes jugeant les inégalités assez fortes considèrent qu'elles ont néanmoins diminué au cours des dernières décennies. C'est le cas notamment de personnes situées à gauche ou à l'extrême gauche de l'échelle politique. Alors que ces dernières sont nettement plus nombreuses que les homologues de l'extrême droite à trouver les inégalités fortes (69 % contre 50 %), elles portent un jugement presque identique sur leur évolution (55 % et 54 %), probablement parce qu'une partie d'entre elles n'ont pas oublié les efforts consentis en faveur de la culture après l'arrivée de la gauche au gouvernement au début des années 1980.

Les femmes, les trentenaires, les personnes les plus diplômées et plus généralement les milieux favorisés sont dans le même cas : en dépit d'un jugement sur l'état des inégalités culturelles plus sévère que la moyenne, les uns et les autres ont majoritairement tendance à penser que la situation s'est plutôt améliorée au cours des trente dernières années.

La comparaison des appréciations sur l'état des inégalités culturelles et leur évolution selon le milieu social est édifiante à cet égard (graphique 5) : la proportion de personnes jugeant les inégalités fortes est sensiblement identique à celle des personnes qui considèrent qu'elles ont augmenté, à l'exception des cadres et profes-

Graphique 5 – Perception des inégalités culturelles et de leur évolution selon le milieu social



Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

sions intellectuelles supérieures et des professions intermédiaires. Dans leur cas, l'écart est de 15 % entre l'appréciation de l'importance des inégalités et la perception de leur progression (respectivement 55 % et 40 % pour les premiers et 61 % et 46 % pour les seconds). Il apparaît par conséquent qu'une partie des milieux favorisés jugent que les inégalités culturelles, même si elles restent assez fortes, n'ont pas progressé, voire ont plutôt diminué, au cours des dernières décennies. Que conclure du regard plutôt positif que ces catégories socioprofessionnelles portent sur la démocratisation ? Faut-il penser qu'il traduit une amélioration effective de leurs propres conditions d'accès à la culture ou bien le sentiment que les milieux défavorisés accèdent aujourd'hui plus facilement à la culture – opinion que les milieux défavorisés eux-mêmes ne semblent pas partager ?

Opinions sur la démocratisation

Voyons maintenant ce que pensent les Français des actions susceptibles de réduire les inégalités culturelles. Deux questions dans l'enquête apportent des éléments sur ce point : l'une concerne le rôle des pouvoirs publics en matière d'accès à l'art et à la culture et l'autre la gratuité de l'accès aux musées et aux monuments historiques, mesure historiquement liée, on le sait, au projet de démocratisation¹⁷.

De fortes attentes en matière de démocratisation

Près de neuf Français sur dix considèrent que les pouvoirs publics doivent favoriser l'accès à l'art et à la culture, et une majorité d'entre eux se prononcent même pour une politique plus ambitieuse dans ce domaine (tableau 2) : 55 % pensent en effet que les pouvoirs publics ne favorisent pas suffisamment l'accès à l'art et à la culture et 28 % jugent leur action dans ce domaine suffisante, tandis que 11 % considèrent que ce n'est pas leur rôle.

Les opinions relatives à la gratuité de l'accès dans les musées et les monuments historiques témoignent également de l'importance des attentes en matière de démocratisation. La moitié des Français (49 %) considèrent en effet

Tableau 2 – Opinions à propos de la démocratisation de la culture

Sur 100 personnes âgées de 18 ans et plus

Le rôle des pouvoirs publics est-il de favoriser l'accès à l'art et à la culture ?	
C'est leur rôle et ils ne le font pas assez	55
C'est leur rôle et ils le font assez	28
Ce n'est pas leur rôle	11
NSP	5
L'accès aux musées et aux monuments historiques devrait-il être gratuit ?	
Oui, pour tout le monde	49
Oui, seulement pour certaines catégories	28
Non, il est normal que tout le monde paye	21
NSP	2
Pour quelles catégories (2 réponses au maximum*)	
Personnes à faibles ressources	18 (63)
Étudiants	10 (36)
Enfants en âge scolaire	9 (34)
Personnes sans emploi, chômeurs	8 (30)
Personnes handicapées	7 (23)
Retraités	2 (7)

* Les chiffres entre parenthèses correspondent aux résultats calculés sur les seuls répondants à cette question, c'est-à-dire les 28 % de Français qui souhaitent réserver la gratuité de l'accès à certaines catégories.

Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

17. Dès l'origine, l'idée de rendre gratuit l'accès aux équipements culturels est en effet très présente dans les débats sur la démocratisation. Rappelons à ce propos ce que déclarait André Malraux en présentant le budget de son ministère à l'Assemblée nationale en 1967 : « Il faut bien admettre qu'un jour on aura fait pour la culture ce que Jules Ferry a fait pour l'instruction : la culture sera gratuite. »

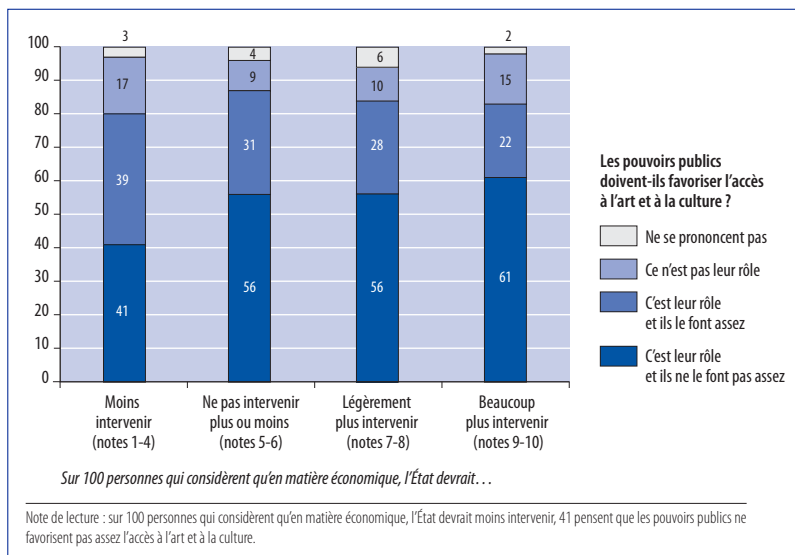
que la gratuité devrait être accordée à tout le monde tandis qu'un quart d'entre eux souhaitent qu'elle reste réservée à certaines catégories de population : les personnes bénéficiant de faibles ressources (63 % des répondants), les étudiants (36 %) et les enfants en âge scolaire (30 %). Il n'y a guère qu'un Français sur cinq (21 %) pour considérer qu'il est normal que tout le monde paye.

Certains pourront légitimement considérer que la formulation très théorique de la question sur la gratuité de l'accès permettait aux personnes interrogées d'exprimer sans retenue la passion égalitaire qui est parfois considérée comme l'un des traits caractéristiques de notre nation¹⁸. Il est probable qu'une interrogation qui aurait soulevé le problème du financement de la gratuité (« en cas de généralisation de l'accès libre, qui doit compenser le manque à gagner ? », par exemple) aurait produit des résultats différents. Il n'en reste pas moins que le fait que la moitié des Français se déclarent en faveur de la gratuité pour tous témoigne de la permanence, dans notre société, de l'idéal de gratuité qui animait à l'origine les militants de la démocratisation de la culture.

Pour la démocratisation, contre le libéralisme économique

La forte attente à l'égard des pouvoirs publics en matière d'accès à l'art et à la culture fait écho à celle qui s'exprime, également avec force, à l'égard de l'État sur le terrain économique¹⁹. Les deux ont d'ailleurs tendance à aller de pair (graphique 6).

Graphique 6 – Opinions à propos de la démocratisation selon le libéralisme économique exprimé



Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

18. Olivier GALLAND (sous la dir. de), *l'Égalité, une passion française ?*, Paris, Armand Colin, 2013.

19. Les personnes interrogées étaient invitées à se prononcer sur l'intervention de l'État en matière économique à partir d'une échelle allant de 1 (l'État devrait beaucoup moins intervenir) à 10 (l'État devrait beaucoup plus intervenir) : 41 % d'entre elles ont donné une note égale ou supérieure à 8, et la médiane se situe à 7.

Le manque d'ambition des pouvoirs publics en matière de démocratisation de la culture est en effet d'autant plus déploré que l'action de l'État en matière économique apparaît insuffisante : les personnes les plus en attente d'une présence plus soutenue de l'État sur le terrain de l'économie sont aussi les plus nombreuses à penser que les pouvoirs publics ne se mobilisent pas suffisamment pour favoriser l'accès à la culture (61 %) et à se prononcer en faveur de la gratuité pour tous (59 %).

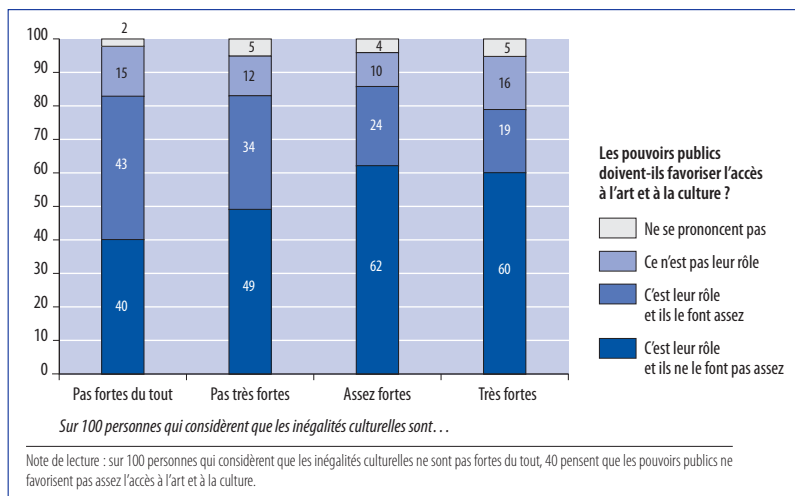
À l'inverse, les partisans d'une politique libérale au plan économique sont les plus nombreux à être satisfaits de l'action des pouvoirs publics en matière culturelle mais les plus nombreux aussi à contester le principe même d'une politique de démocratisation (17 % d'entre eux considèrent que le rôle des pouvoirs publics n'est pas de favoriser l'accès à l'art et à la culture). Deux remarques s'imposent toutefois : d'une part, cette association entre libéralisme économique et rejet du principe de démocratisation demeure très minoritaire, y compris parmi les personnes qui défendent les positions les plus libérales sur le plan économique (elles sont quatre sur dix à considérer que les pouvoirs publics ne favorisent pas suffisamment l'accès à l'art et à la culture) ; d'autre part, les partisans d'une action renforcée de l'État sur le terrain économique sont presque aussi nombreux que les libéraux à contester la légitimité de la politique de démocratisation de la culture (15 %).

Un lien limité avec la perception des inégalités

Les opinions exprimées à propos de la politique de démocratisation dépendent pour partie de la sévérité du jugement porté sur l'ampleur des inégalités, qu'elles soient culturelles ou non : ainsi, la proportion de personnes favorables à un renforcement de la politique d'accès à la culture augmente avec la dénonciation des inégalités culturelles (graphique 7).

La corrélation n'est toutefois pas aussi forte qu'on pourrait le penser. En effet, du côté des personnes qui ne jugent pas du tout les inégalités fortes, on en compte quand même quatre sur dix pour souhaiter une politique de démocratisation plus

Graphique 7 – Opinions à propos de la démocratisation selon la perception des inégalités culturelles



Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

ambitieuse, probablement parce qu'elles craignent un retournement de tendance, après la diminution de ces inégalités au cours des dernières décennies, si les pouvoirs publics n'accroissent pas leurs efforts. Du côté de celles qui jugent les inégalités très fortes, elles ne sont que six sur dix à réclamer une action renforcée des pouvoirs publics – les autres pensent-elles qu'il s'agit d'inégalités justes ou font-elles preuve de fatalisme, considérant que la politique culturelle ne peut avoir de réelle prise sur les mécanismes à l'origine de ces inégalités ? Ou bien jugent-elles que les efforts des pouvoirs publics doivent dans le contexte actuel se concentrer sur d'autres priorités ?

Certains facteurs favorisent à la fois un jugement sévère sur la réalité des inégalités culturelles et une demande d'actions renforcées pour les combattre. Ainsi, notamment, le fait d'être une femme, de se situer à l'extrême gauche ou d'avoir été souvent victime de discriminations présente cette double propriété (graphique 2 et tableau 3).

Les lignes de clivage ne sont pas toutefois exactement les mêmes. Les opinions relatives à la démocratisation répondent à des logiques assez largement autonomes par rapport à celles qui président à l'appréciation des inégalités, de même qu'elles sont relativement indépendantes – nous venons de le voir – des positions défendues à propos du libéralisme économique.

Une attente moins forte des jeunes

Plus portées que les hommes à dénoncer les inégalités culturelles, les femmes sont également plus nombreuses à réclamer une politique de démocratisation plus ambitieuse (59 % contre 51 %), au même titre que les personnes situées à l'extrême gauche et celles ayant été victimes de discriminations. C'est le cas également des personnes d'âge intermédiaire, notamment les 50-59 ans qui expriment beaucoup plus leur insatisfaction à l'égard de l'action des pouvoirs publics que les jeunes générations qui comptent à la fois plus de personnes satisfaites de l'action menée et plus de personnes qui la jugent illégitime.

Cette moindre attente des jeunes sur la question de la démocratisation est particulièrement sensible dans les milieux favorisés : l'idée que les pouvoirs publics devraient favoriser davantage l'accès à la culture n'est partagée que par quatre personnes sur dix au sein du tiers le plus riche de la population des 18-39 ans²⁰, alors qu'elle est majoritairement partagée (55 %) par leurs pairs moins riches (les 18-39 ans dont les revenus sont inférieurs aux leurs) mais aussi par leurs homologues des générations plus anciennes (le tiers le plus riche de la population âgée de 40 ans et plus).

À l'échelle de la population française, la proportion des personnes appelant une politique de démocratisation plus ambitieuse varie peu en fonction du niveau de diplôme ou de revenu des personnes. Elle est toutefois légèrement plus élevée dans les niveaux intermédiaires²¹, ce que confirment les résultats triés selon le milieu social (graphique 8).

Les professions intermédiaires sont en effet, dans l'ensemble, les plus nombreuses à revendiquer un renforcement de la politique de démocratisation. Sur ce point, leurs opinions diffèrent sensiblement de celles des cadres et professions intellectuelles supérieures : si le regard qu'elles portent sur l'état des inégalités culturelles est légèrement plus sévère (61 % d'entre eux les jugent fortes contre 55 % des seconds), elles sont nettement plus nombreuses à souhaiter que les pouvoirs publics encouragent

20. La population enquêtée a été divisée en trois générations (les 18-39 ans, les 40-59 ans et les 60 ans et plus) puis chacune d'elles a été à nouveau divisée en trois groupes sensiblement égaux en fonction des revenus du ménage, ce qui permet de parler par exemple du tiers le plus riche des 18-39 ans.

21. Soit les diplômés de niveau baccalauréat et bac + 2 pour le critère du diplôme, et la tranche 1 200-2 400 euros mensuels nets pour celui des revenus du ménage.

Tableau 3 – Opinions à propos de la démocratisation selon le profil des personnes

Les pouvoirs publics doivent-ils favoriser l'accès à l'art et à la culture* ?				
	C'est leur rôle et ils ne le font pas assez	C'est leur rôle et ils le font assez	Ce n'est pas leur rôle	L'entrée dans les musées et monuments historiques devrait être gratuite pour tous
<i>Sur 100 personnes de chaque groupe</i>				
Sexe				
Hommes	51	32	14	47
Femmes	59	25	9	52
Âge				
18-29 ans	47	34	13	49
30-39 ans	55	26	14	49
40-49 ans	58	23	15	53
50-59 ans	64	25	10	50
60-69 ans	55	30	7	47
70 ans et plus	52	30	9	49
Niveau diplôme				
Aucun diplôme	54	27	10	53
Niveau lycée	54	25	14	54
Bac	59	27	11	44
Bac + 2	58	29	10	47
Bac + 3 et plus	55	35	7	41
Revenus mensuels nets par ménage				
Moins de 1 200 euros	56	25	11	58
1 200-2 400 euros	59	26	12	53
2 400-3 800 euros	55	31	10	43
Plus de 3 800 euros	55	37	7	42
Positionnement politique				
Extrême droite (9-10)	52	25	21	55
Droite (7-8)	51	32	14	48
Centre (5-6)	53	32	12	46
Gauche (3-4)	58	26	10	46
Extrême gauche (1-2)	69	17	9	58
Nsp	53	24	7	64
Ont le sentiment d'avoir subi des discriminations				
Souvent	68	16	13	62
De temps en temps	59	28	9	54
Rarement	54	30	12	43
Jamais	51	30	12	48

* Les totaux en ligne ne font pas 100 % car les réponses Nsp ne figurent pas dans le tableau.

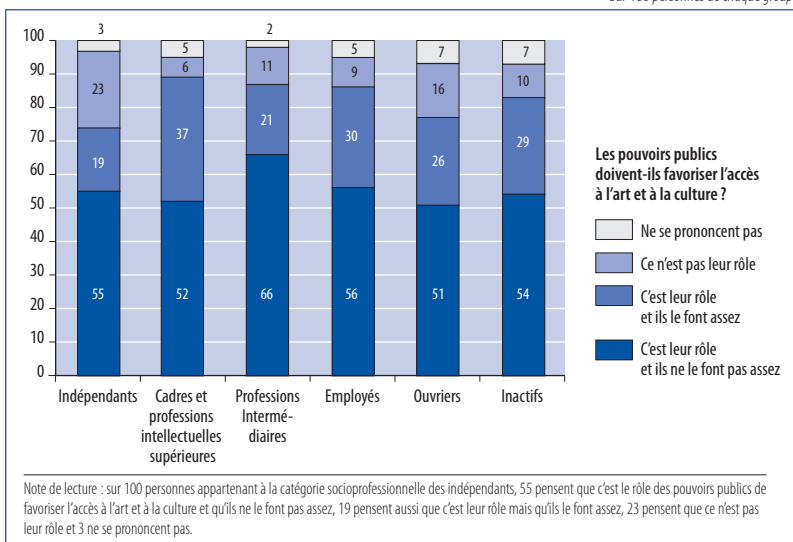
Source : Gemass, CNRS/bEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

davantage l'accès à la culture (66 % contre 52 % chez les cadres) tout en étant par ailleurs presque deux fois plus nombreuses à contester le bien-fondé de l'action politique dans ce domaine (11 % contre 6 %).

Comment comprendre que les professions intermédiaires sont au final, avec les indépendants, le groupe qui exprime le plus d'insatisfaction à l'égard de la politique actuelle ? Risquons une hypothèse : les progrès de la scolarisation et le relatif efface-

Graphique 8 – Opinions à propos de la démocratisation selon le milieu social

Sur 100 personnes de chaque groupe



Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

ment des normes de la légitimité culturelle n'ont-ils pas suscité dans ces classes moyennes des attentes et des appétences que la politique culturelle peine à prendre en compte ? La déception qui en découle n'est-elle pas particulièrement vive chez celles et ceux qui ont connu une dégradation de leurs conditions de vie et ont, de ce fait, le sentiment, justifié sur le plan individuel, que les conditions d'accès à la culture sont de plus en plus difficiles ?

Une double contestation minoritaire de la politique de démocratisation

La minorité de Français (11 %) qui contestent la légitimité de la politique de démocratisation est plutôt masculine, jeune et composée d'indépendants et d'ouvriers : respectivement 23 % et 16 % d'entre eux défendent en effet une telle position, contre 6 % seulement des cadres et professions intellectuelles supérieures (graphique 8).

Considérer que les pouvoirs publics n'ont pas pour mission de favoriser l'accès à la culture est par ailleurs une opinion qui devient de moins en moins minoritaire à mesure qu'on se déplace sur l'échiquier politique de la gauche vers la droite : 21 % des personnes situées à l'extrême droite la partagent contre 9 % de leurs homologues de l'extrême gauche (tableau 3). Cette opinion est souvent associée à une attitude fermée ou conservatrice en matière de représentation de la culture et de liberté des mœurs : les personnes ayant la définition la plus restrictive de la culture, celles qui sont les plus portées à dénoncer le danger que les immigrés font peser sur la culture de la France et à considérer que le goût pour l'art est avant tout une question de sensibilité ou de tempérament et non d'éducation sont les plus nombreuses à la partager.

Ces éléments ne doivent cependant pas conduire à ignorer le caractère multiforme de la contestation du bien-fondé de la politique de démocratisation. Le fait que celle-ci soit presque aussi répandue parmi les partisans du libéralisme économique que parmi les tenants les plus convaincus de l'intervention de l'État sur le terrain de l'économie (graphique 6) suffit à montrer qu'elle ne traduit pas systématiquement un rejet

de l'intervention publique. Cela incite plutôt à penser qu'elle trouve en réalité son origine dans deux logiques opposées à bien des égards : la première, qui peut être qualifiée de libérale, correspond à l'idée que l'État, et plus largement les pouvoirs publics, doivent intervenir le moins possible aussi bien sur le plan économique que culturel, tandis que la seconde répond plutôt au principe selon lequel les pouvoirs publics doivent concentrer leurs efforts sur le domaine économique, en particulier en période de crise ou de récession.

Ces deux positions, convergentes sur la question de la démocratisation de la culture mais divergentes sur la conception générale du rôle des pouvoirs publics, ne concernent pas les mêmes catégories de population : celle qui associe rejet de la démocratisation, position libérale au plan économique et conservatisme culturel est défendue principalement par des hommes en activité professionnelle, situés nettement à droite d'un point de vue plan politique et plutôt opposés à l'idée de gratuité d'accès à la culture (opinion illustrée par l'assertion : « il est normal que tout le monde paye »), tandis que celle qui combine rejet de la politique de démocratisation et demande d'intervention publique sur le terrain économique avec un certain libéralisme culturel, est plutôt le fait de femmes inactives, de personnes au chômage ou marquées par les discriminations, qui souvent refusent de se situer sur l'échelle politique de gauche à droite, tout en revendiquant la gratuité pour tous en matière d'accès à la culture.

Les milieux favorisés en retrait sur la gratuité pour tous

Les opinions relatives au rôle des pouvoirs publics en matière de démocratisation et celles sur la gratuité de l'accès sont corrélées : les personnes qui réclament une action renforcée en matière d'accès à l'art et à la culture se prononcent majoritairement (57 %) en faveur de la gratuité pour tous alors que 39 % seulement le font parmi celles qui se déclarent satisfaites de la politique menée dans ce domaine²². Il en est de même pour les personnes souhaitant une présence plus forte de l'État sur le terrain économique : 59 % d'entre elles se prononcent en faveur de la gratuité pour tous contre 40 % de celles qui défendent le point de vue opposé.

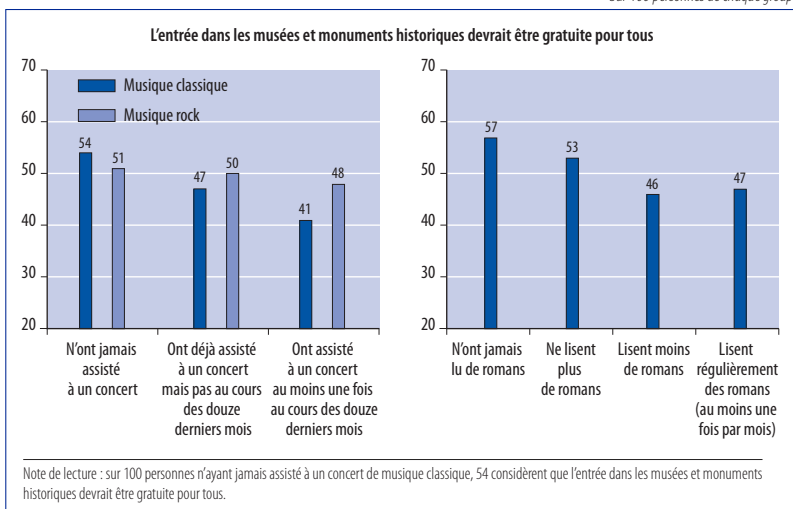
L'opinion selon laquelle l'accès aux musées et aux monuments historiques devrait être gratuit pour tous est partagée par environ la moitié des Français dans toutes les catégories de population, à l'exception des cadres et professions intellectuelles supérieures qui témoignent d'une certaine réserve à l'égard d'une telle mesure : ils sont moins de quatre sur dix (39 %) à se prononcer en sa faveur. Ce sont en réalité l'ensemble des milieux favorisés qui apparaissent en retrait sur ce point : les personnes les plus diplômées, celles dont le revenu mensuel net est supérieur à 2 400 euros mais aussi, par exemple, les habitants de l'agglomération parisienne (38 % seulement d'entre eux sont en faveur d'une telle mesure contre 55 % des habitants des communes rurales). Toutes ces catégories préfèrent réserver la gratuité à certaines populations particulières ou considèrent qu'il est normal que chacun paie.

La revendication de la gratuité pour tous apparaît donc plutôt portée par des personnes disposant de faibles ressources. Elle est nettement majoritaire parmi les personnes les moins diplômées ou disposant des revenus les plus faibles, les chômeurs (57 %), les personnes ayant vécu souvent des situations de discriminations (62 %) ou éloignées des services publics (60 %), en particulier celles qui se définissent comme exclues ou défavorisées (76 %). Elle est aussi majoritaire aux deux extrêmes de l'échiquier politique et nettement encore parmi les personnes refusant de se situer sur l'échelle gauche/droite (64 %).

22. Les personnes qui contestent la légitimité de la politique de démocratisation se prononcent à 48 % en faveur de la gratuité pour tous.

Graphique 9 – Opinions sur la gratuité de l'accès selon la participation culturelle

Sur 100 personnes de chaque groupe



Source : Gemass, CNRS/DEPS, Ministère de la Culture et de Communication, 2015

Cette revendication d'un accès gratuit aux musées et monument est corrélativement plus fréquente parmi les personnes ayant la conception la plus fermée ou conservatrice de la culture ou celles dont l'engagement dans la vie culturelle est le plus faible ; ainsi a-t-elle tendance à diminuer avec la lecture de romans ou avec la fréquentation des concerts de musique classique (très peu en revanche dans le cas des concerts de rock) (graphique 9).

Présentation de l'enquête DYNEGAL

Le DEPS a eu l'opportunité d'introduire un module sur la perception des inégalités culturelles dans le cadre d'un projet portant sur les représentations des inégalités dans la société française financé par l'Agence nationale pour la recherche (ANR) et piloté par l'unité mixte de recherche Groupe d'études des méthodes de l'analyse sociologique (Gemass) (<http://www.dynegal.org/>).

Dans le cadre de ce programme de recherche intitulé Dynegal (Dynamiques des inégalités), une enquête nationale a été menée en face-à-face par la Sofres auprès d'un échantillon représentatif de la population âgée de 18 ans et plus résidant sur le sol français. Elle comporte un tronc commun qui aborde les différentes formes d'inégalités et quatre modules thématiques, dont l'un est consacré aux inégalités culturelles, les trois autres modules concernant les expériences vécues d'injustice, les attitudes politiques et les opinions relatives à la fiscalité. La partie commune du questionnaire a été adressée à un échantillon représentatif de 4 000 personnes et le module sur les inégalités culturelles, comme chacun des trois autres modules, à un sous-échantillon représentatif de 1 000 personnes.

Le questionnaire du module relatif aux inégalités culturelles est organisé autour du double objectif suivant : apprécier la perception qu'ont les Français des inégalités d'accès à la culture et identifier leurs principales attentes à l'égard des pouvoirs publics en matière de réduction de ces inégalités. Il comprend au total une quinzaine de questions. L'analyse présentée ici exploite principalement les résultats aux cinq questions ci-contre*.

* Le questionnaire complet ainsi que les résultats triés selon les variables sociodémographiques usuelles sont disponibles à l'adresse suivante : <http://www.dynegal.org>.

Certains pensent : « Aujourd’hui encore la fréquentation des musées et des théâtres est réservée à une élite. » Êtes-vous ou non d’accord avec cette opinion ?

(Question du tronc commun)

- tout à fait d’accord
- plutôt d’accord
- plutôt pas d’accord
- pas d’accord du tout

Diriez-vous qu’aujourd’hui, dans notre société, les inégalités d’accès à la culture sont...

- très fortes
- assez fortes
- pas très fortes
- pas fortes du tout

Pensez-vous qu’au cours des trente dernières années les inégalités d’accès à la culture ont...

- fortement augmenté
- un peu augmenté
- un peu diminué
- beaucoup diminué

Le rôle des pouvoirs publics est-il de favoriser l’accès à l’art et à la culture ?

- c’est leur rôle et ils le font assez
- c’est leur rôle et ils ne le font pas assez
- ce n’est pas leur rôle et ils le font trop
- ce n’est pas leur rôle et ils ne le font pas trop

Considérez-vous que dans notre pays l’accès aux musées et aux monuments historiques devrait être gratuit ?

- oui, l’entrée devrait être gratuite pour tout le monde
- oui, l’entrée devrait être gratuite mais seulement pour certaines catégories
- non, il est normal que tout le monde paie

Cultural Inequalities. The French View

The French are divided on the issue of cultural inequalities in our country: more than half of them consider the situation to be acute and almost as many consider that inequalities have increased overall over the last 30 years (14% think that they have increased strongly and 34% think that they have increased a little). This view may seem extreme, but in reality it is consistent with the French view of other areas of social life; for example, their views on the extent of inequalities in pay or on discrimination, education and society in general are no less severe.

The French also have high expectations regarding the reduction of social inequalities: the vast majority of them agree that the authorities should promote access to art and culture, with over half (55%) saying that they would in fact support a more ambitious policy in this area. This high expectation of the public authorities with regard to accessing culture mirrors their equally forcefully expressed views on the relationship between the state and the economy. The two tend to go hand-in-hand.

Women are more likely than men to denounce cultural inequality and also more likely to support measures favouring a policy of democratisation, particularly those from more privileged backgrounds. The same goes for those who identify as left-wing, (even more so on the far left), those who have experienced discrimination and those in middle management type positions. Young people, on the other hand, seem to have a less strident position on democratisation.
